

AG des Jeunes Agriculteurs → Si l'événement phare de cette AG 2013 était bien le lancement de la "Charte Départementale Installation", le débat mené sur la transmission a également été très riche, et prometteur de nouvelles actions pour 2013.

La transmission, pré-requis d'une installation réussie



Si l'installation reste le cheval de bataille des Jeunes Agriculteurs, il ont ouvert en 2013 un nouveau débat : celui de la transmission.

Cette année, les Jeunes Agriculteurs ont choisi d'apporter à l'occasion de leur Assemblée générale un regard extérieur sur l'installation et la transmission. Un regard nouveau d'une part, avec l'étude menée par quatre étudiants en licence à Foix. Une étude sur la transmission qui a fait l'objet du rapport d'orientation 2013. Un regard de professionnels d'autre part : celui de l'ensemble des partenaires de la "charte départementale à l'installation" (cf. page ci-contre). De nombreux acteurs du monde agricole étaient donc présents pour cette AG, ainsi qu'un représentant de JA National, Jérémie Decerle.

Rémi Denjean, Président, a fait

le point sur le travail mené en 2012, et notamment les actions syndicales. Ainsi, les Jeunes Agriculteurs n'ont pas hésité à manifester contre le projet de loi de finances 2013, contre la révision des zones vulnérables, et à aller rencontrer les GMS pour négocier une revalorisation du prix payé au producteur dans un contexte de flambée des coûts de production.

En dehors de la poursuite de ces combats en 2013, les Jeunes Agriculteurs ont décidé de renforcer leurs actions envers les futurs installés. Ainsi, il porteront le retour de la "semaine à l'installation", organisée en collaboration avec le Lycée Agricole et le CFPPA de Pamiers. L'objectif est de faire

intervenir les acteurs agricoles pour répondre aux questions des jeunes durant leur cursus scolaire. De même, les visites des nouveaux installés par des adhérents JA deviendrait systématique. L'idée est de faire connaître le syndicat aux jeunes, afin qu'ils puissent demander de l'aide en cas de problème.

Améliorer la transmission : un chantier collectif

Pour bien installer, il faut d'abord transmettre. C'est pourquoi les Jeunes Agriculteurs ont demandé à quatre étudiants de se pencher sur la problématique de la transmission des exploitations dans le département, afin d'alimenter la réflexion du syndicat.

En effet, on compte en Ariège plus de 1.000 exploitations agricoles appartenant à des agriculteurs de plus de 50 ans. Il faut donc anticiper et préparer la transmission de cette part très importante des exploitations du département.

Et il y a du travail : les enquêtes menées par ces étudiants révèlent de nombreux freins à la transmission chez les plus de 50 ans. Tout d'abord, peu d'entre eux y pensent. En conséquence, ils ne font

pas la démarche de s'informer. Ils connaissent peu les outils à leur disposition, tels que le Point Info Transmission, destiné à conseiller les cédants. Enfin, sur un plan plus personnel, ils sont attachés à leur patrimoine, qu'ils ont du mal à céder, d'autant plus lorsqu'ils ne connaissent pas le repreneur.

Face à ces constats, la réaction des partenaires ne s'est pas faite attendre. La Chambre d'agriculture et le CERFrance Ariège se sont prononcés pour se coordonner afin d'améliorer la transmission en Ariège. Parmi les points clés : mieux communiquer, en ciblant les futurs cédants et en personnalisant le message. Et enfin s'y prendre assez à l'avance. Jérémie Decerle, administrateur JA National, a salué cette initiative, et a rejoint les participants sur les difficultés à bien préparer une transmission.

Le débat a ainsi recoupé les propositions des Jeunes Agriculteurs. Ceux-ci souhaitent que l'envoi de la Déclaration d'Intention de Cesser l'Activité Agricole (DICA) soit porté à 5 ans avant la cessation d'activité (au lieu de 18 mois), afin d'avoir le temps de préparer la transmission. Ils proposent également le développement des missions du Point Info Transmission, avec un passage rendu obligatoire. De même, ils demandent que le dispositif RDI (Répertoire Départemental Installation, recensant les cédants et les porteurs de projet) soit amélioré, ainsi que la formation spécifique aux plus de 50 ans.

Et surtout, ils rejoignent leurs partenaires sur l'importance de lancer rapidement un travail avec une coordination forte entre structures. Le chantier de la transmission est donc lancé, impulsé par les JA. **E.L.**

→ Zoom sur ... Clémence Philippe, nouvelle animatrice des Jeunes Agriculteurs de l'Ariège



Clémence Philippe remplace Gaëlle Comminges, partie en congé maternité, en tant qu'animatrice des Jeunes Agriculteurs de l'Ariège jusqu'à la fin de l'année.

A 26 ans, Clémence vient de finir sa formation d'ingénieur agronome à l'Ensaia de Nancy. Elle est spécialisée en développement durable des filières agricoles.

Ayant vécu six ans en Ariège lorsqu'elle était enfant, elle a souhaité revenir, pour travailler aux côtés des agriculteurs. Elle sera responsable de l'animation du "réseau" JA en Ariège : vie des cantons, du département, ...

JA09



En 2013, l'Ariège accueillera la **Finale Régionale de Labour**. Elle se déroulera les **7 et 8 septembre** à Montjoie-en-Couserans. N'hésitez pas, contactez les Jeunes Agriculteurs au 05.61.02.14.24 pour participer à cet événement !

Irrigation → Au cours d'un entretien avec la FRSEA Sud-Ouest, Philippe Martin s'est dit conscient de la nécessité de créer de nouvelles ressources en eau. Pour les agriculteurs, c'est une lueur d'espoir après bien des signes contraires.

Irrigation : un rapport fortement attendu

Fin novembre, les ministres de l'agriculture et de l'environnement ont confié à Philippe Martin, une mission sur la gestion quantitative de l'eau d'irrigation, lui demandant d'établir un état des lieux des ressources. Avant que le député du Gers ne rende sa copie qui devrait également comprendre une analyse des différents freins à l'irrigation, les représentants de la FRSEA Sud-Ouest l'ont rencontré le vendredi 22 mars à Auch.

Au cours de l'échange de plus d'une heure avec les responsables professionnels agricoles, l'élu qui connaît bien les problématiques agricoles et qui a compris les enjeux que l'eau représentait pour les filières agroalimentaires du Sud-Ouest, s'est montré très réceptif à leur argumentaire.

Les responsables agricoles ont, bien sûr, mis en avant les spécificités de l'agriculture régionale caractérisée par des exploitations de tailles plutôt modestes, pour lesquelles l'irrigation est un gage de pérennité.

Un rapporteur attentif et réceptif

Le rapporteur semble dit avoir perçu que le maintien et le développement d'une agriculture diversifiée, de qualité, et sécurisée par rapport aux aléas et évolutions climatiques, tant en productions végétales que productions animales, passe, dans le Sud-Ouest, par une ressource suffisante en eau. La FRSEA a rappelé que la création de nouvelles ressources en eau était une nécessité pour

combler le déficit hydrique régional et que le sujet ne devait plus être tabou.

Au cours de l'entretien, la délégation de la FRSEA a également mis en lumière les conséquences qu'entraînera un déficit en eau d'irrigation. À l'heure où tous les acteurs économiques sont mobilisés pour assurer le redressement productif du pays, les agriculteurs du Sud-Ouest sont prêts à assumer leur part à la condition qu'on leur en donne les moyens et qu'on ne leur mette pas des bâtons dans les roues.

Les responsables professionnels ont rappelé les nombreux efforts et les changements de comportements entrepris de longue date par les agriculteurs pour optimiser l'irrigation et éviter le moindre gaspillage. De même, il ne faut pas

perdre de vue que les nouvelles ressources en eau bénéficient à toute la société en maintenant, par exemple, un niveau d'étiage minimal dans les cours d'eau durant les périodes de sécheresse. En préservant ainsi la faune et la flore aquatiques, les ressources en eau jouent un important rôle environnemental. Or, regrette la FRSEA, celui-ci n'est pas toujours pris en considération, particulièrement par l'administration qui ne facilite pas la création de ressources, pour ne pas dire plus...

Un usage partagé de la ressource

À ce titre, la profession agricole du Sud-Ouest revendique une vraie politique de création de réserves d'eau apte à répondre à

tous les usages — agricoles, industriels, de loisirs, urbains, domestiques et environnementaux — dans le cadre d'une gestion rationnelle.

Le député du Gers a reconnu que le débat sur le sujet était souvent plus passionnel que rationnel. De même, il s'est dit conscient du déficit actuel et de la nécessité de créer de nouvelles ressources. C'est pourquoi il a engagé les responsables professionnels agricoles à jouer au maximum la carte du partage des usages de l'eau s'ils veulent desserrer les freins qui entravent actuellement toute démarche. La FRSEA Sud-Ouest sera donc très attentive au contenu du rapport du député Philippe Martin, dont elle attend avec impatience la sortie prévue pour le mois de mai prochain. **LE SILLON**